

Remise du Rapport de la mission sur l'enseignement de la morale laïque 22 avril 2013

(Extraits)

Un enseignement laïque de la morale : principes et objectifs

• La morale enseignée à l'École ne peut être qu'une morale laïque en ce qu'elle est non confessionnelle et une morale civique en ce qu'elle est en lien étroit avec les principes et les valeurs de la citoyenneté républicaine et démocratique.

Condition d'un enseignement de la morale laïque. Le principe d'un enseignement laïque de la morale requiert :

- 1) la formulation de principes organisateurs et fédérateurs d'un projet commun ;
- 2) l'identification claire et précise des valeurs communes à transmettre ;
- 3) la réaffirmation de la légitimité des enseignants à transmettre ces valeurs, qui suppose une éthique laïque reposant sur la connaissance et la compréhension du principe de laïcité ;
- 4) l'affirmation de la nécessité de la discipline, comme condition préalable à toute éducation et à tout enseignement impliquant tout autant les contenus d'enseignement que la vie scolaire ;
- 5) le respect des principes du pluralisme des opinions et des croyances, de la liberté de conscience, des droits des élèves et de leur famille.

Objectifs de l'enseignement de la morale : former le sujet moral, le jugement moral, la personne morale.

• Il s'agit pour l'enseignement moral de renouer l'individu et le commun, de réarticuler le moral et le civique, la personne et le citoyen, de retrouver les conditions pour faire communauté :

a) par la remobilisation du principe de l'intérêt général ;

b) par la formation du sujet moral, du jugement moral, de la personne morale.

• L'enseignement de la morale vise une appropriation libre et éclairée par les élèves des valeurs qui fondent la République et la démocratie : le socle des valeurs communes comprend la dignité, la liberté, l'égalité – notamment entre les filles et les garçons –, la solidarité, la laïcité, l'esprit de justice, le respect et l'absence de toute forme de discrimination, c'est-à-dire les valeurs constitutionnelles de la République française, inscrites dans la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen de 1789 et dans le préambule de la Constitution de 1946.

• Les valeurs doivent être transmises dans leur dimension intellectuelle (leur contenu), mais aussi pour ce qu'elles « valent » (leur raison d'être) et ce qu'elles induisent comme conduite et comme engagement.

• L'enseignement de la morale doit former le jugement moral, c'est-à-dire la capacité des élèves d'apprécier et de discuter les jugements moraux.

• Outre le développement de ces capacités de délibération et de discussion, l'enseignement doit former un sujet moral capable d'agir dans la relation à l'autre : il doit donc reposer sur la coopération, la prise de responsabilité, les pratiques participatives et valoriser l'engagement des élèves dans la communauté.

Un enseignement laïque de la morale : quelles modalités ?

• L'enseignement laïque de la morale devrait être articulé autour de deux grandes dimensions : une dimension d'enseignement proprement dite et une dimension «vie de la classe» et «vie scolaire» pour favoriser une culture de la responsabilité, de l'égalité, de la coopération, de la solidarité.

Pédagogie de la morale

• Cet enseignement doit faire appel à la réflexion des élèves, mais pas seulement ; il doit permettre de mettre en acte les principes et les valeurs de la morale, d'orienter l'action.

• Il doit privilégier le libre examen auquel les élèves seront progressivement exercés. Il doit permettre une progression dans l'acquisition des outils du langage par la lecture de textes, la présentation de dilemmes moraux, l'engagement dans un projet, etc.

• Il doit impliquer les élèves pour les amener à construire leur propre jugement.

• Il doit mettre en œuvre des pratiques sociales qui permettent de construire la relation aux autres.

...

Quels principes ?

La morale commune ne peut plus, à l'image de la morale laïque du passé, prescrire et imposer la conception d'une vie bonne, ce qui reviendrait à imposer une conception du bien parmi d'autres, en violation de la neutralité laïque, et pourrait mettre les élèves et leur famille dans une situation délicate. Le principe et le fait du pluralisme doivent être respectés. Mais l'École a en même temps pour rôle et pour mission de faire respecter les valeurs qui fondent la République et la démocratie. La marge est étroite ici entre imposer et faire respecter : c'est l'espace de l'éducation. Celle-ci ne peut bien entendu pas être comprise comme une inculcation. C'est toujours une appropriation libre et éclairée des valeurs par les élèves, y compris des valeurs impliquées dans les savoirs, que l'École et les enseignants visent. A fortiori dans un cadre démocratique soucieux du respect du pluralisme des opinions et des croyances, de la liberté de conscience, des droits des élèves et de leur famille. Dans le meilleur des cas, les vertus de la liberté, de l'égalité, de la solidarité, de la laïcité, sont découvertes et conquises de l'intérieur. C'est la dynamique même de l'émancipation. ...

b) par la formation du sujet moral, du jugement moral, de la personne morale

Une telle formation vise notamment à conduire l'élève à la conscience de la réciprocité dans le rapport aux autres, à la capacité à se mettre à la place des autres. Le manque d'empathie, l'indifférence aux autres, le mépris, l'absence de considération du point de vue de l'autre ou l'habitude de voir l'autre comme un ennemi, un concurrent ou un objet sont au cœur de la violence, une violence qui peut être tout à fait ordinaire.

En prenant appui sur des sentiments que connaissent les élèves même jeunes, comme l'amitié, on peut les conduire peu à peu à la conscience de l'autre comme alter ego, condition du respect de soi-même et des autres. Les situations quotidiennes de discriminations ou de moquerie à l'école peuvent fournir un terreau propice à cette éducation. C'est dans ce cadre notamment que l'objectif de l'égalité entre les garçons et les filles prend toute sa mesure.

La formation du jugement moral vise plus précisément à permettre aux élèves d'apprécier et de discuter les jugements moraux. Un objectif de formation du jugement moral privilégiera des situations construites autour de *dilemmes moraux*. Elles présentent plusieurs intérêts : elles font entrer les élèves dans des pratiques langagières comme le débat ou la discussion qui requièrent en eux-mêmes des qualités morales comme l'écoute, le respect et la reconnaissance de la parole d'autrui ; elles permettent de développer les différentes formes de raisonnement moral (déontologique, conséquentialiste, etc.) ; les élèves sont ainsi mis en situation d'argumenter, de justifier leurs choix, de délibérer en s'initiant à la complexité des situations ou des questions morales.

***Des sujets engagés**

Mais la formation de la personne morale n'est pas qu'intellectuelle. Être un sujet moral, ce n'est pas seulement réfléchir ou délibérer, c'est agir. Le sujet engagé est un sujet qui agit.

En ce sens, la formation morale de l'élève passe, dès le plus jeune âge, par des pratiques sociales qui lui permettent de se sentir relié aux autres. Il ne s'agit pas là seulement de pratiques de socialisation garantissant la coexistence pacifique des libertés. Celles-ci renvoient à l'apprentissage des règles de vie comme la politesse ou l'hygiène, bien entendu nécessaires pour vivre ensemble, mais qui relèvent davantage de l'habitude ou de l'automatisme que de la morale proprement dite. Au demeurant, c'est dans le quotidien de la classe et de l'école que les enseignants rappellent aux élèves ces règles de socialisation de base.

Il s'agit de favoriser des pratiques sociales et scolaires engageant plus fortement des qualités morales. Des pratiques de coopération favorisent l'autonomie dans le rapport aux règles (il s'agit de faire vivre ces règles) tout en contribuant à un but commun. Elles supposent des capacités d'écoute, d'entraide, de respect des autres, y compris dans leurs difficultés et leur faiblesse. La prise de responsabilité est un levier pour instaurer une relation de confiance entre l'enseignant et les élèves, entre les élèves eux-mêmes ; elle permet de développer le sens de l'intérêt commun. Les pratiques participatives doivent mieux contribuer à la formation des personnes ; elles ne requièrent pas seulement de prendre part dans la discussion ou les activités communes, mais d'apporter sa part à la communauté. Une telle conception de la participation suppose le principe de l'égale considération de la voix de chacun.

Ce sont là des leviers pour lutter contre l'esprit de compétition, toujours au détriment des plus faibles, des conditions pour permettre une meilleure estime de soi, pour une communauté de sujets, un partage des savoirs et des valeurs : la liberté réglée, l'égale dignité, la solidarité, la justice.

***Quelles valeurs ?**

Dans la perspective d'un enseignement laïque de la morale, il convient d'élargir le socle des valeurs communes transmises par les enseignants et les membres de la communauté scolaire. Cet enseignement vise en effet à réarticuler le moral et le civique, la personne et le citoyen. Dans l'éducation morale laïque traditionnelle, les valeurs et les vertus citoyennes trouvaient leur fondement dans des vertus morales générales : l'honnêteté, le courage, la véracité, la loyauté. Une morale des vertus fondait la citoyenneté républicaine. Dans l'enseignement secondaire classique, les mêmes vertus étaient glorifiées, notamment à travers l'étude des langues anciennes, des œuvres et des héros s'inscrivant dans cet héritage.

S'il est difficile aujourd'hui de réhabiliter un socle vertueux du civisme, on peut néanmoins s'engager dans une meilleure articulation du moral et du civique, prenant appui sur un socle de valeurs élargi. Le socle des valeurs communes devrait ainsi comprendre la dignité, la liberté, l'égalité, la solidarité, la laïcité, l'esprit de justice, le respect et l'absence de toutes formes de discrimination. Ces valeurs sont celles de l'humanisme moderne.

Ce sont aussi les valeurs constitutionnelles de la République française, inscrites dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et dans le préambule de la Constitution de 1946 auquel renvoie notre actuelle Constitution. C'est autour de ces valeurs que doit se structurer l'enseignement de la morale. La plupart d'entre elles sont enseignées dans l'instruction civique. Dans le cadre de l'enseignement d'une morale commune, leur transmission requiert des conditions qu'il est nécessaire d'explicitier.

***Les conditions de la transmission**

Les enseignants sont souvent embarrassés dans la transmission des valeurs, soit qu'ils engagent les élèves dans des exercices intellectuels dont les retombées pratiques restent aléatoires, soit qu'ils transmettent ces valeurs dans l'ordinaire de la classe, sans être toujours certains que les élèves en aient bien compris et mesuré l'importance. Dans ce cadre, il faut préciser que ce qu'on appelle « valeur » comprend trois dimensions : une dimension intellectuelle (la valeur a un contenu cognitif), une dimension psycho-affective (elle a du prix, elle vaut quelque chose pour celui qui s'en réclame), une dimension conative (elle oriente et irrigue les conduites et les engagements). C'est dans ces trois directions qu'il faut orienter la transmission des valeurs à l'école : la première engage des contenus intellectuels qui trouveront à s'alimenter, par exemple, de l'étude de textes. Un travail sur la peine de mort mobilisant les valeurs de la dignité et de la justice pourra en ce sens être mené à partir de textes fondateurs du questionnement éthique et juridique sur la peine de mort, ceux de Beccaria, Voltaire, Victor Hugo, Lamartine ou Robert Badinter. : permettre aux élèves de mettre à distance leurs propres valeurs, croyances et préjugés (par exemple, des croyances racistes ou des préjugés sexistes), rendre désirables les valeurs communes. Des supports plus sensibles comme les supports artistiques, les films notamment, sont ici préférables même s'ils n'interdisent pas un travail intellectuel.

La dimension conative des valeurs concerne l'action. Les situations d'autonomie, de coopération, de responsabilité, de participation doivent viser à faire vivre les valeurs communes mais aussi à les rendre désirables. En ce sens, il convient non seulement de favoriser, mais surtout de valoriser l'engagement des élèves dans la communauté.

***Éduquer et transmettre les valeurs communes : pour une éthique laïque**

L'enseignement laïque de la morale requiert des enseignants un engagement à promouvoir les principes et les valeurs de la morale commune. Cet engagement suppose de réaffirmer leur droit à éduquer et à transmettre ces valeurs. Ce droit est trop souvent inhibé par une mauvaise compréhension de la laïcité et de la neutralité scolaires qui conduisent à une « laïcité d'abstention », selon l'expression de Paul Ricœur. Les enseignants n'osent pas aborder certaines questions en classe, de peur

de dégrader le climat, de générer des conflits dont ils ne seront plus maîtres, alors même que la circulaire du 18 mai 2004 (encadrant la mise en œuvre de la loi du 15 mars 2004) affirme qu'il « convient d'être ferme sur le principe selon lequel aucune question n'est exclue a priori du questionnement scientifique et pédagogique ».

[...]L'enseignement laïque de la morale est aussi l'occasion de rappeler le principe de la liberté de conscience, dans les seules limites ici rappelées. Mais la neutralité de l'enseignant et des autres personnels ainsi que le respect de toutes les convictions ne peut s'ériger en obstacle à la transmission des valeurs républicaines et constitutionnelles. Le respect de toutes les convictions ne peut, par exemple, conduire à transiger sur les principes de l'égalité entre les hommes et les femmes, le refus des discriminations ou la dignité de toute personne. L'enseignement laïque de la morale, fondé sur les valeurs républicaines que les enseignants ont le devoir de transmettre, est l'occasion de rappeler le cadre d'exercice de la liberté.

Les bornes juridiques sont ici la condition d'une éthique laïque. Si la laïcité, en effet, n'est pas seulement neutralité, mais aussi liberté, à tout instant, dans sa pratique, l'enseignant est confronté à l'exigence éthique : transmettre sans imposer, sans faire violence aux croyances des élèves et de leurs familles, avoir constamment à l'esprit le souci du commun, de l'intérêt général afin de ne pas heurter les intérêts privés, faire taire ses propres préjugés et ses propres croyances. Qu'elle s'inscrive dans le cadre d'une « laïcité intériorisée », suivant l'idéal esquissé par Claude Nicolet, ou qu'elle emprunte les voies d'un enseignement impartial ainsi qu'y engage Paul Ricœur, une éthique laïque enseignante renvoie toujours au difficile exercice d'une liberté. [...]

III. Un enseignement laïque de la morale: quelles modalités ? p32

[...]À l'école primaire, en effet, la formation morale de l'élève a longtemps été solidaire de la pédagogie, dont l'histoire offre des exemples concrets de pratiques d'éducation morale prenant appui sur des principes théoriques explicites, le but étant toujours d'articuler l'être, le penser et le dire. D'une manière générale, dans tous les niveaux d'éducation, cet enseignement doit faire évidemment appel à la réflexion des élèves, mais pas seulement. Il doit permettre de mettre en acte les principes et les valeurs de la morale, d'orienter l'action en offrant des temps et des lieux variés.

Nous proposons donc d'articuler l'enseignement laïque de la morale autour de deux grandes dimensions : une dimension d'enseignement proprement dite, et une dimension « vie de la classe » et « vie scolaire », pour favoriser une culture de la responsabilité, de l'égalité, de la coopération et de la solidarité, pour favoriser ainsi une culture morale.

Pédagogie de la morale

Il importe grandement d'explicitier ce que doit être la méthode pédagogique. Ce n'est pas, en effet, seulement le moyen de faire passer un contenu. La méthode pour l'enseignement moral configure également le contenu. En matière d'éthique ou de morale, la démarche suppose un sujet libre, capable par l'usage de sa raison et de sa volonté, de choisir des valeurs auxquelles il décide de se référer et de les inscrire dans les actes. L'enseignement de la morale ne peut qu'être fondé sur le respect de cette liberté du sujet, et doit lui permettre de l'exercer dans la considération des valeurs et des règles (ou obligations) que ces valeurs fondent et justifient dans la vie en société.

Le principe pédagogique à privilégier, en l'adaptant aux différents niveaux et à différents exercices, est donc *le libre examen* auquel les élèves sont progressivement exercés. Cela conduit à penser que *la discussion, l'échange, la confrontation des points de vue, la coopération et la participation dans des projets communs sont des moyens efficaces pour développer les capacités à comprendre les problèmes moraux qui font la trame de la vie sociale*. La discussion, appuyée sur une analyse réfléchie, guidée, garantie par l'enseignant permet de cultiver le jugement moral. Lecture de textes, études de cas, présentation de dilemmes moraux, pratique de jeux de rôle, activités théâtrales, engagement dans un projet sont autant de possibilités pour offrir des moments de réflexion et de structuration du jugement moral. L'apprentissage de l'argumentation est donc essentiel pour l'enseignement de la morale. L'implication des élèves et leur expression créative permettent de construire leur propre jugement.

Le rôle de l'enseignant n'est donc pas de proposer « une morale » mais de conduire les élèves à développer le courage de penser, la passion de comprendre, la volonté de s'engager. Il n'y a évidemment pas une seule démarche pédagogique à mettre en œuvre selon les moments et les lieux. Mais l'essentiel – et à tous les niveaux du système scolaire - est de partir de l'analyse de situations (provenant de l'actualité proche ou lointaine, des domaines littéraires, cinématographiques, etc.) qui mettent en jeu des choix moraux. Les approches et les points d'appui sont conduits à être diversifiés selon les niveaux d'enseignement.

Dans le premier degré :

Dans le premier degré, compte tenu de l'âge des élèves, peut se mener un travail visant l'institution des attitudes morales fondamentales : le rapport à soi-même et aux autres, la capacité à se mettre à la place des autres, à prendre des responsabilités, à coopérer, à s'entraider, la capacité à prioriser les intérêts et les valeurs.

À l'école maternelle :

À l'école maternelle, et d'autant plus dans la perspective d'une extension de la scolarisation des enfants de moins de trois ans, il importe avant tout de travailler à expliciter la notion de « socialisation ». L'école maternelle est une expérience décisive pour la socialisation de l'enfant et se conformer à des règles simples de la vie commune n'est pas chose aisée pour lui : la politesse, le partage, l'hygiène, les déplacements dans un espace contraint, les exercices intellectuels et physiques, ces règles du vivre et du travailler ensemble forment l'objectif de socialisation dans le cadre scolaire qui est le propre de l'école maternelle. Petit à petit, l'école favorise l'acquisition par les élèves des capacités de coopération et d'auto-contrôle, mais en prenant en compte la sensibilité des enfants, leurs rythmes ainsi que leurs compétences psychosociales. L'école maternelle vise avant tout à socialiser dans le cadre scolaire en vue d'aider l'enfant à devenir élève. Le temps des principes de la morale vient plus tard.

Il est néanmoins tout à fait possible de promouvoir, dans les pratiques des enseignants, concernant les histoires fréquemment lues aux enfants, des propositions didactiques pour amener ceux-ci à s'interroger sur ce qui se passe dans la tête des personnages, à saisir leurs buts et leurs raisons d'agir, leurs sentiments, perceptions, émotions, pensées, croyances pour les faire entrer dans un univers qui peut déboucher sur des références morales. Demain comme aujourd'hui, les enseignants de

l'école maternelle sauront se placer « à hauteur d'enfant » pour identifier ce qui est accessible.

***À l'école primaire**

À l'école primaire, les textes de 2008 et de 2011, qui sont actuellement en vigueur, font de « l'instruction civique et morale » un enseignement à part entière, avec un « temps régulier » à y consacrer dans la journée. Le principe doit en être maintenu et l'horaire précisé, avec, au moins, une heure par semaine. Mais une autre approche doit être proposée. Les évaluations qui ont été menées depuis l'introduction de ce nouvel enseignement, ainsi que les auditions faites, montrent que la méthode des « adages » moraux et juridiques n'a eu pratiquement pas d'effets dans les classes. Les deux priorités qui ressortent, en moyenne, concernent, d'une part, l'apprentissage des règles de la vie commune en classe et dans l'établissement, d'autre part, essentiellement dans le cycle des apprentissages fondamentaux, des connaissances en éducation civique souvent limitées aux symboles de la République. Cette situation n'est pas satisfaisante. S'il n'est pas souhaitable de fonder l'enseignement de la morale sur des maximes ou des adages, par trop figés, et pas plus sur des qualités humaines érigées en vertus quelles que soient les circonstances, il est dommageable d'identifier la morale avec le seul apprentissage des règles. Les règles sont des moyens pour organiser la vie collective, mais ne sont pas à même de répondre aux questions sur lesquelles l'homme s'interroge.

Enseigner la morale demande de privilégier une démarche d'apprentissage méthodique et régulière à partir de supports diversifiés, textes littéraires, contes, documents, images, films, situations de la vie quotidienne.

À l'école primaire, cet enseignement doit prévoir un travail continu et soutenu dans le langage : expliquer, argumenter, justifier, exprimer ses émotions, ses désaccords, avec un vocabulaire de plus en plus étendu, s'exercer dans le langage, comprendre que le langage engage la responsabilité de celui qui parle et qui écrit sont des compétences fondamentales à acquérir dans un enseignement moral à l'école. L'épreuve des autres se fait dans le langage. À l'école primaire, l'élève doit entrer dans la morale en comprenant qu'elle le concerne, qu'elle parle de lui, de ses attitudes, de ses actions, de ses relations avec les autres, corporelles et langagières.

Pour la formation du jugement moral, il est souhaitable de mettre en œuvre les études de cas et la méthode des dilemmes moraux, inscrits dans des situations concrètes et propices à l'apprentissage du raisonnement moral et aux pratiques langagières, la discussion et le débat argumenté, notamment. Mais d'autres méthodes existent, comme la méthode de la clarification des valeurs ou la discussion à visée philosophique que les enseignants peuvent mobiliser selon les situations, les particularités de leur classe et de leurs élèves, les difficultés rencontrées à faire communauté.

Des méthodes ont aussi été éprouvées dans certains courants pédagogiques comme celui de la pédagogie institutionnelle qui renferme des trésors d'expériences et de pratiques. Et on les trouve régulièrement mises en œuvre en Belgique et au Québec, qui ont des enseignements de ce type. En matière de méthode, la mission prône un « éclectisme » de bon aloi en soulignant que quelles que soient les voies choisies par les enseignants, il importe de considérer que l'enseignement de la morale requiert un apprentissage méthodique. Du point de vue des contenus, s'il est souhaitable que les enseignants engagent la formation des élèves en prenant appui sur les spécificités de leur classe, il est recommandé d'organiser systématiquement des activités et des situations pédagogiques autour de la relation filles-garçons

L'évaluation p39

La question de l'évaluation d'un enseignement moral demeure ouverte. Il est clair qu'elle ne peut pas prendre la forme d'une validation selon les formes traditionnelles d'évaluation.

Par définition, le domaine moral, en ce qu'il touche la formation de la personne, le rapport à soi-même et aux autres, est délicat à évaluer, difficilement traduisible en compétences observables. À l'opposé, une évaluation au feeling n'est pas non plus satisfaisante.

***À l'école primaire**

À l'école primaire, des compétences peuvent être déclinées et évaluées pour ce qui concerne la dimension cognitive et intellectuelle de l'enseignement moral (on peut évaluer la qualité d'un raisonnement ou d'une argumentation), on peut évaluer également l'étendue et la pertinence de l'utilisation du vocabulaire de la morale, se donner les moyens d'approcher la compréhension des enjeux moraux ou des situations morales par les élèves en prenant appui sur de petites rédactions. Il est toujours possible d'évaluer les comportements en ce qu'ils sont observables (politesse, capacité à respecter les règles, esprit d'équipe, d'entraide, etc.). Dans ce type d'évaluation, il est probable, néanmoins, que seule la conformité du comportement aux règles sera évaluée. Si l'on veut aller plus loin et tenter d'apprécier les évolutions ou les progrès dans la formation morale de l'élève, d'autres conditions sont requises. D'une part, il faut requérir des enseignants l'habitude d'observer leurs élèves : une classe, en effet, ce n'est pas seulement un groupe, ce sont aussi des individualités. D'autre part, il est souhaitable d'élaborer des critères d'évaluation mieux en lien avec l'exigence de formation du rapport à soi-même et aux autres concernant, par exemple, le respect de soi, la maîtrise de soi (savoir accepter une remarque ou une réprimande, savoir écouter, savoir se taire quand il le faut, être patient, être persévérant...), critères qui requièrent d'être attentif aux processus de formation davantage qu'au résultat. Dans le même esprit, des modalités de co-évaluation sont aussi envisageables, permettant un dialogue plus étroit entre l'enseignant et un élève en particulier.

Une autre modalité de co-évaluation est envisageable impliquant l'enseignant-e, un-e camarade de classe et l'élève lui-même. L'idée est ici de croiser les regards et les perceptions du comportement et des attitudes de l'élève, la perception qu'il a de lui-même ne coïncidant pas nécessairement avec la perception que les autres ont de lui.

On peut aussi concevoir des modalités d'auto-évaluation dont l'intérêt est qu'elles conduisent les élèves à réfléchir sur leurs comportements et attitudes ; l'idée est celle d'un regard sur soi. Ces auto-évaluations peuvent servir de point d'appui pour de nouvelles activités ; elles ne requièrent pas nécessairement un retour direct de l'enseignant.

La formation p41

Dans toutes les auditions menées, la nécessité d'une formation a été soulignée fortement. C'est déjà un constat fait par la plupart des jeunes professeurs concernant l'éducation civique – ce qui les conduit parfois à douter de la volonté de l'institution de faire de l'éducation civique une priorité de la formation des élèves. La crainte que cela soit le cas également pour l'enseignement moral est encore plus nette. Il importe donc de prendre des décisions fortes tant en matière

de formation initiale que de formation continue, et ce pour toutes les catégories d'enseignants et d'éducateurs dans la mesure où la formation morale des élèves ne peut être qu'un projet collectif. La création des nouvelles écoles supérieures du professorat et de l'éducation en est l'occasion. Leur responsabilité doit être clairement affirmée pour rendre tous les professeurs et tous les éducateurs conscients que l'éducation nationale est cimentée par des valeurs sur lesquelles elle se refonde continûment et pour leur permettre de les transmettre, de les faire respecter et de les faire partager. Cela suppose que soient proposés aux futurs enseignants de toutes les disciplines et personnels d'éducation au premier rang desquels, les conseillers principaux d'éducation, deux modules de formation en commun, dans les deux années que dure la formation. L'un sur l'enseignement moral proprement dit, contenant principalement une initiation à la philosophie morale, à la psychologie morale et à la psychologie de l'enfant, au droit, aux études de cas présentant les dispositifs pédagogiques centrés sur l'exercice de la parole et du débat. L'autre sur la laïcité et les valeurs de la République, dans leur dimension historique, bien sûr, mais aussi dans leur dimension éthique et pédagogique. Cette formation intellectuelle et pédagogique à l'enseignement moral doit être évaluée lors des examens de qualification professionnelle.

Prévoir une épreuve dans la première phase des concours n'est sans doute pas la chose la plus efficace à faire. L'épreuve mise à l'oral, « Agir en fonctionnaire de l'État et de manière éthique et responsable » a montré son caractère par trop formel. Elle n'a d'ailleurs pas été appliquée de la même manière selon les différents concours et va être abandonnée comme telle. Il serait nettement préférable de prévoir une épreuve en deuxième année pour les professeurs et les éducateurs stagiaires après la tenue de leur stage pratique. Des actions de formation continue sont également nécessaires sur les mêmes matières sous forme de stages académiques et dans les établissements à l'initiative des inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux et des inspecteurs de l'éducation nationale. Pour ce faire, les enseignants et les éducateurs doivent pouvoir bénéficier de ressources diversifiées et de supports pédagogiques rénovés : des choix de textes, d'albums de littérature de jeunesse, de films ; des choix de situations pédagogiques présentant des études de cas et des dilemmes moraux, des débats ou des discussions à visée morale, des jeux, des activités artistiques comme le théâtre. Il serait bon également d'étendre ces ressources au-delà de nos frontières : en Belgique ou au Québec, les méthodes de formation morale ou de formation du jugement moral sont mises en œuvre et expérimentées depuis de nombreuses années.

La pratique des visioconférences, mises en œuvre par plusieurs centres régionaux de documentation pédagogique, reliant différentes équipes pédagogiques dans les établissements d'une même académie, peut être systématisée. Les écoles supérieures du professorat et de l'éducation peuvent être chargées de la responsabilité, en liaison avec les corps d'inspection, de prendre en charge ces actions de formation continue pour leur donner une cohérence sur tout le territoire.

IV. Orientations pour le Conseil supérieur des programmes p43

Cet ensemble de propositions pour faire de l'enseignement laïque de la morale un projet porté collectivement dans les classes et les établissements demande que le Conseil supérieur des programmes, qui sera institué par la loi d'orientation, travaille à définir des programmes et des approches pédagogiques à tous les niveaux du système scolaire.

À l'école primaire, il s'agit principalement d'un travail de redéfinition pédagogique. Les conditions en sont :

- la prise en compte de la sensibilité des jeunes élèves, point d'appui pour que les élèves se sentent concernés par les différentes situations morales qui leur seront proposées ou dans lesquelles ils seront impliqués. Cette sensibilité est sollicitée lors de la lecture de contes ou d'albums de littérature de jeunesse ou encore dans des activités théâtrales où il s'agit de comprendre et d'interpréter les sentiments de quelqu'un d'autre ;
- l'articulation entre l'être et le dire : que le point d'appui dans la sensibilité soit toujours en lien avec une expérience dans le langage (contes, albums, théâtre...) permettant d'étendre les capacités d'expression de l'élève, à l'oral comme à l'écrit. Cette expérience est aussi et toujours une expérience de pensée ;
- une pluralité de méthodes, d'approches et de supports. Il est rare qu'une séquence d'enseignement mobilise une seule méthode ; la plupart recourt, par exemple, à la méthode des dilemmes moraux, mais aussi à certains éléments de la discussion à visée philosophique.
- l'organisation systématique, dès le cycle 1, d'activités portant sur la relation filles-garçons.